



Les grandes transformations de la société russe

Kathy Jeanne Rousselet

► **To cite this version:**

| Kathy Jeanne Rousselet. Les grandes transformations de la société russe. 2004. hal-01065513

HAL Id: hal-01065513

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01065513>

Preprint submitted on 18 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES GRANDES TRANSFORMATIONS DE LA SOCIÉTÉ RUSSE

Kathy Rousselet
CERI/FNSP

(...) Il existe aujourd'hui une Russie qui a peine à survivre, et qui se dit nostalgique des temps anciens, sans pour autant vouloir un retour au communisme ; mais il existe aussi une Russie qui se projette dans l'avenir. A côté de catégories sociales appauvries, cherchant avant tout à s'adapter à une réalité marquée par l'incertitude de l'avenir, émergent des groupes sociaux porteurs de nouvelles valeurs et acteurs d'un réel changement social. De nouvelles règles du jeu se mettent peu à peu en place. La société russe oscille entre innovations et pratiques de repli. (...)

Une partie de la population a certes pu et su s'adapter, plus ou moins bien, aux nouvelles règles du jeu. Ce sont des personnes travaillant désormais pour les grands groupes économiques et financiers, des petits et moyens entrepreneurs, des employés venus des secteurs de la culture, de l'éducation, du droit, de la santé, dont la spécialité a pu se monnayer dans la nouvelle économie de marché. Il s'agit pour la plupart de personnes jeunes, ayant un niveau relativement élevé d'éducation et de revenus, et habitant les grandes villes.

Les facteurs déterminant la mobilité sociale et l'élévation du statut social ont évolué au cours de ces dernières années. Le facteur générationnel a sans nul doute joué un rôle majeur : ce sont les jeunes générations qui se sont le mieux adaptées à l'économie de marché ; près de la moitié des jeunes entre 30 et 34 ans ont des revenus plus élevés que leurs parents. De même, si le capital social accumulé à la fin du régime soviétique était, au début des années 1990, un facteur déterminant de la mobilité sociale et de l'augmentation de revenus, l'instruction supérieure, considérée alors comme secondaire, joue désormais un rôle important. (...)

Les représentations sociales évoluent lentement. L'idéologie soviétique et l'uniformité qu'elle affichait ont disparu au profit d'une logique de distinction économique et sociale. Mais comme dans tous les pays post-communistes, à l'exception de la Pologne, et contrairement à ce que l'on observe dans les pays occidentaux, la majorité absolue de la population, selon une enquête internationale récente, considère que les différences de revenus sont trop

importantes. Les inégalités sont encore largement perçues comme une forme d'injustice. Si l'on reprend les résultats de cette même enquête, les différences entre pauvres et riches acquerraient aux yeux de l'opinion russe une dimension conflictuelle – tout comme en Hongrie, d'ailleurs. Les principes méritocratiques selon lesquels la position sociale et les revenus devraient dépendre avant tout des capacités, des connaissances acquises et du travail sont encore mal acceptés¹. (...)

Acteurs essentiels du changement social, les élites économiques et politiques se sont profondément transformées au cours de ces quinze dernières années. C'est, comme dans les autres pays de l'Est, la nomenklatura qui a profité du changement de régime, échangeant le pouvoir contre la propriété. De jeunes entrepreneurs, issus du Komsomol et bénéficiant d'un utile capital social, ont alors saisi l'occasion de gagner facilement et rapidement de l'argent. Le programme « prêts contre actions » de 1995, qui permettait à des grands banquiers d'acquérir les grandes entreprises à privatiser en échange du financement du budget de l'État, a considérablement renforcé le pouvoir économique et politique de ceux que l'on appelle les « oligarques ». Le choc financier de 1998 a néanmoins provoqué la ruine d'une partie de ces grands entrepreneurs et incité d'autres à entrer dans l'ombre ou à quitter le pays. Les élites économiques sont désormais majoritairement issues des provinces ; de grands industriels régionaux prennent le pas sur les banquiers moscovites².

A côté des grandes entreprises, le tissu des petites et moyennes entreprises ne s'étend que lentement en Russie. Depuis l'année 2000, on observe même une réduction de leur nombre. Celui des salariés dans ce secteur tend également à diminuer passant de 18,6 millions de personnes employées en 1999 à 17 millions en 2001³. Les petits et moyens entrepreneurs ont souffert pendant les années 1990 du racket, de la corruption au sein des administrations, de la pression fiscale, de la difficulté à obtenir des crédits, et se sont trouvés la plupart du temps contraints de survivre plutôt que d'innover. (...)

Loin des processus d'innovation, une large partie de la population paupérisée survit grâce au maintien de modes de vie traditionnels. Le repli sur l'économie domestique, sur le potager – lorsque l'on en possède un – ainsi que sur les réseaux d'entraide servent largement d'amortisseur à la crise économique. Une étude récente de la sociologue Svetlana Barsoukova sur l'économie du don dans la Russie post-soviétique a montré la force des liens

¹ L. Khakhoulina, « Subiektivnye otsenki sotsialnogo neravenstva : rezultaty sravnitel'nogo mejdunarodnogo issledovaniia » (Les perceptions des inégalités sociales : résultats d'une recherche internationale), Vestnik Obchtchestvennogo mneniia, 3 (71), mai-juin 2004, pp.45-51.

² Selon O. V. Krychtanovskaia, en 2001, un tiers seulement des élites économiques est originaire de Moscou ou de Saint-Pétersbourg. Au début de cette décennie, un nombre croissant d'oligarques occupaient des fonctions de gouverneurs. Cf. O.V.Krychtanovskaia, « Transformatsiia biznes-elity Rossii : 1998-2002 » (La transformation des élites économiques de Russie : 1998-2002) , Sotsiologicheskie issledovaniia, n° 8, 2002, p.17-29.

³ A. Iou. Tchepourenko, « Predprinimatelskii potentsial rossiiskogo obchtchestva : analiz i rekomendatsii po sodeistviu vovlecheniia naseleniia v malyi biznes » (Le potentiel de la société russe en cadres d'entreprises: analyse et conseils pour attirer la population dans le monde de la petite entreprise), Ekonomitcheskaiia sotsiologiia, volume 4, n° 2, mars 2003 (<http://www.ecsoc.mses.ru/Cont.php?tom=4&number=2>).

de parenté, 90 % des transferts en nature, en argent, ou en travail se faisant au profit de la famille contre 10 % au profit des voisins et des amis ; si les logiques d'entraide dépendent beaucoup des configurations familiales, les échanges s'effectuent avant tout entre parents et enfants⁴. Traditionnellement, les dons s'opèrent en fonction non pas tant du niveau matériel des membres du réseau que d'un code culturel et de la place que chacun occupe dans ce réseau : les parents aident les jeunes familles, même si leur niveau de vie est inférieur. (...)

Les quinze dernières années ont été marquées par le désengagement de l'État dans de nombreux domaines, dont celui de la santé et de la protection sociale, créant au sein d'une large partie de la population russe un climat de vulnérabilité. Alors que le travail était garanti, le chômage et les impayés de salaire ont fait leur apparition. Une importante réforme sur les services d'entretien des immeubles est actuellement en cours d'élaboration, touchant à un des droits les plus importants de la population soviétique : le droit au logement. Les avantages sociaux en nature accordés à de très nombreuses catégories sociales sont en passe d'être largement remplacées par des allocations financières et le financement d'une partie des prestations sociales devrait passer à la charge des régions ; ces mesures suscitent le mécontentement d'une grande partie des Russes, qui craint une diminution de fait des aides. Il ne faut alors pas s'étonner des résultats d'un sondage effectué par la Fondation pour l'opinion publique le 1^{er} juillet 2004, pour lequel, à la question « parmi les droits et les libertés garantis par la constitution russe, quels sont pour vous les plus importants ? », 40 % des personnes interrogées citaient le droit à la santé et à l'aide médicale, 34 % le droit au logement, 20 % le droit à la défense contre le chômage, et seulement 6 % la liberté d'exprimer son opinion sur des questions essentielles de la société et 5 % la liberté de sortir de Russie et d'y revenir. Les droits sociaux passent avant les libertés qui sont le fondement de la démocratie, mais que peu de Russes seraient capables de définir. (...)

**Bonnes feuilles de « La Russie de Poutine », dossier coordonné par Marie Mendras,
Pouvoirs, 112, à paraître en janvier 2005.**

⁴ S. Barsoukova, «Setevaia vzaimopomochtch rossiiskikh domokhoziaistv: teoriia i praktika ekonomiki dara» (Les réseaux d'entraide des ménages russes: théorie et pratique de l'économie du don), Mir Rossii, 2, 2003, p.81–122.